



Discours du Président de la Commission de l'Union Africaine lors du Sommet de la CEDEAO du 03 Juillet 2022 sur la situation au Mali, en Guinée et au Burkina Faso

**Excellence, M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, Président de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO,
Excellence, Messieurs les Chefs d'État de la CEDEAO,
Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Excellences Messieurs les Médiateurs de la CEDEAO pour le Mali, le Burkina Faso et la Guinée,
Excellence, Monsieur le Président de la Commission de la CEDEAO,
Monsieur le Représentant Spéciale du secrétaire général des nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel,
Monsieur le Représentant Spéciale du secrétaire général des nations Unies, chef de la MINUSMA,
Monsieur le Président de la Commission de l'UEMOA,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,**

Le 04 juin dernier, nous étions réunis ici même à Accra sur la situation politique au Mali, en Guinée et au Burkina Faso. Vous me faites à nouveau l'honneur de me convier, en tant qu'invité spécial, à la présente rencontre qui offre une fois de plus, l'occasion d'examiner la situation de la région et d'y apporter les réponses appropriées.

Je voudrais remercier S.E.M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, Président de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement ainsi que la Commission de la CEDEAO pour l'accueil et toute la sollicitude dont nous avons fait l'objet.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Cette nouvelle mobilisation des États de la région ouest-africaine autour des défis et préoccupations du moment est harmonieuse, dans son essence, avec la doctrine de l'Union africaine articulée sur la recherche des « solutions africaines aux problèmes africains ».

C'est l'occasion pour moi de saluer le leadership des Chefs d'État de la CEDEAO qui cherchent inlassablement à concrétiser cette doctrine à travers des efforts constants et déterminés pour la construction d'une région apaisée, démocratique, prospère et en paix.

Les démarches persévérantes que vous poursuivez dans l'accompagnement des Transitions politiques en cours, nous rassurent sur l'inévitable retour de l'ordre constitutionnel dans les pays concernés.

Mieux, je reste optimiste sur le renforcement de la démocratie dans la Région avec l'évolution courageuse des textes y relatifs entamée par la CEDEAO.

On ne le dirait jamais assez, la CEDEAO a été pionnière en Afrique sur cette question, et sur bien d'autres et donc l'Afrique que nous voulons, une Afrique intégrée, prospère et en paix n'est pas possible sans une CEDEAO forte.

Sur la perspective d'un retour à l'ordre constitutionnel, nous restons attentivement à l'écoute des différentes concertations engagées par la CEDEAO avec le Mali, la Guinée et le Burkina Faso. Les retours sont plutôt positifs et je voudrais, à cet égard, féliciter toutes les parties prenantes et les encourager à garder cette dynamique de dialogue, comme unique moyen de résoudre les difficultés et relever les défis. Je salue en particulier le travail acharné des médiateurs désignés par la CEDEAO, à savoir SEM Goodluck Jonathan pour la Mali, SEM Issoufou Mahamadou pour le Burkina Faso et SEM Mohamed Ibn Chambas pour la Guinée. Les équipes de l'Union africaine restent mobilisées à leurs côtés pour un déroulement heureux des processus de Transition en cours.

Au Mali, l'adoption de la loi électorale marque le franchissement d'une étape importante vers la tenue des élections. Je félicite l'ensemble des acteurs pour ce résultat, et les encourage à poursuivre le dialogue pour aplanir les divergences et assurer l'inclusivité dans la suite du processus. En Guinée, l'offre de dialogue faite aux partis politiques par le Gouvernement de Transition pourrait être une opportunité à saisir pour construire un consensus guinéen autour des questions majeures. La sagesse serait de ne pas laisser se perdre cette opportunité politique. Au Burkina Faso, le défi sécuritaire reste le principal. L'enjeu des dynamiques politiques dans ce pays. Il est donc impérieux de consolider cette centralité des dimensions sécuritaires tout en les faisant résolument porter par le plus large consensus démocratique et populaire.

Cet élan de solidarité serait handicapé si une mobilisation régionale et internationale ne se mette pas rapidement et vigoureusement en marche. Cette double mobilisation est cruciale pour soutenir les efforts nationaux visant la satisfaction des besoins vitaux des populations en situation d'insécurité et de désastre humanitaire, particulièrement lourd pour les enfants, les femmes et les déplacés.

Excellence Monsieur le Président

Nous venons de lancer sous les auspices du président Mohamadou Issoufou l'évaluation stratégique au Sahel où sont impliquées les nations unies, l'union africaine, la CEDEAO et le G5 Sahel. Notre espoir est que cet exercice à la méthodologie nouvelle pourrait être le prélude à une vraie renaissance de la solidarité régionale et internationale pour une prise en compte systématique, multidimensionnelle, plus concrète et plus robuste des besoins de stabilisation de lutte contre le terrorisme, de démocratie et de développement dans cette région.

Dans l'action collective en préparation, l'UA est déterminée à jouer pleinement sa partition en mobilisant tous ses mécanismes spécialisés pour ce noble et motivant dessein.

Je n'ai pas de doute que vos décisions constitueront une forte impulsion à cette fin.

Je vous remercie